



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 2 juin 2020

Politique européenne de cohésion : France urbaine, l'AdCF, l'ANPP et la FNAU revendiquent une approche urbaine ambitieuse au service de l'ensemble des territoires

Alors que le monde traverse une crise sanitaire sans précédent, les territoires ont fait la preuve de leur résilience et de leur capacité à apporter des réponses concrètes, opérationnelles et innovantes face à une situation inédite. Engagés de longue date dans la transition vers une société plus durable et vivable, c'est à partir de leurs projets que devra se construire la relance écologique et sociale, afin d'articuler, au bénéfice de nos concitoyens, capacités d'innovation et impératif de solidarité et de cohésion.

La Commission européenne a présenté le 27 mai 2020 une nouvelle proposition de Cadre Financier Pluriannuel qui conditionnera la future politique de cohésion pour 2021-2027 et auquel s'adossera un plan de relance européen : les associations réunies au sein du pôle Joubert – France urbaine, l'Assemblée des communautés de France (AdCF), l'Association Nationale des Pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et des Pays (ANPP) et la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU) – souhaitent assumer pleinement leurs responsabilités dans le cadre d'une programmation rénovée, construite à partir des projets de territoires au bénéfice de l'ensemble des habitants, et concrétisant le principe d'Alliance des territoires.

La politique de cohésion doit être un outil puissant de relance et de renforcement des liens sociaux, territoriaux et environnementaux. C'est pourquoi les associations du Pôle Joubert souhaitent rappeler un certain nombre de principes structurants qui devront guider l'élaboration et la mise en œuvre de la future programmation européenne, tant dans ses priorités stratégiques, sa déclinaison opérationnelle que dans sa gouvernance.

S'il en était besoin, les bouleversements liés à l'épidémie de coronavirus doivent conduire à prendre conscience d'une réalité simple : c'est à partir des territoires que se construira la relance. Il faut leur faire confiance et leur donner les moyens d'agir dans un esprit, d'autonomie et de dialogue privilégié avec leurs partenaires naturels que sont les Régions, l'Etat et l'Union européenne.

[La contribution est accessible ici.](#)

Contacts Presse

France urbaine

Benoît CORMIER
06 40 86 45 38
b.cormier@franceurbaine.org

AdCF

Sandrine GUIRADO
06 86 79 42 92
s.guirado@adcf.asso.fr

ANPP

Michael RESTIER
06 88 07 87 43
m.restier@anpp.fr

FNAU

Karine HUREL
06 60 82 80 62
hurel@fnau.org